



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 2 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1964

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
190

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

4387. Περὶ κυρώσεως τῆς Ἑλληνο—Βουλγαρικῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν 1
4388. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις, τῇ 27.4.1963, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας Συμφωνίας, περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

- Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 2 Μαΐου 1959 Β. Διατάγματος «περὶ καταργήσεως τοῦ Ταμείου Προνοίας καὶ Ἀρωγῆς Ὑπαλλήλων τέως Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης» (Φ.Ε.Κ. 98 Α') 1959) 3

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4387 (1)

Περὶ κυρώσεως τῆς Ἑλληνο—Βουλγαρικῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 8 Σεπτεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς

Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσα τὴν 19.4.1955 Ἑλληνο—Βουλγαρικὴ Φυτοπαθολογικὴ Σύμβασις, ἥς τὸ καίμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Κ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΗΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚΗΣ ΑΚΡΙΤΑΣ, Κ. ΜΑΡΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, Ε. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ, Γ. ΜΤΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ὀκτωβρίου 1964

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION

Pour la Protection des Plantes entré le Royaume de Grèce et la République populaire de Bulgarie

Les Gouvernements du Royaume de Grèce et de la République Populaire de Bulgarie dans leurs efforts pour lutter efficacement contre les maladies et les ennemis de Végétaux, et pour se protéger mutuellement de l'introduction et de la propagation de ces maladies et ennemis et enfin pour faciliter le trafic des plantes et des produits d'origine végétale entre les deux pays, en vue de renforcer et d'élargir les relations économiques et commerciales existantes entre eux, ont décidé de conclure une Convention pour la protection des Plantes et à cet effet ont nommé comme représentants :

du côté du Royaume de Grèce :

1) Le Docteur Fotis Papachristophilou, Directeur des Services Vétérinaires près le Ministère de l'Agriculture, Président de la Délégation,

2) Le Docteur Nicolas Tzortzakis, Directeur du Laboratoire Bactériologique pour la Fièvre Apteuse et

3) Georges Cavis, Chef su Service Phytosanitaire près le Ministère de l'Agriculture, Membre de la Délégation. du côté de la République Populaire de Bulgarie :

1) Le Docteur Nicolas Dimitrov Nicolov, Directeur Adjoint de l'Administration «Elevage et Oeuvre Vétérinaire» près ce Ministère de l'Agriculture, Trésident de la Délégation,

2) Milko Ivanov Harizanov, du Ministère des Affaires Etrangères et

3) Ivan Dikov Stoyanov de l'Administration «Culture des Plantes» près le Ministère de l'Agriculture, Membres de la Délégation.

Article Premier

En vue de protéger l'économie rurale et forestière contre les dégâts dus aux maladies et aux ennemis des végétaux et des produits d'origine végétale, les deux Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux dispositions suivantes :

1) Surveiller les cultures agricoles et les terrains non cultivés ou boisés, pour le dépistage des foyers contaminés ou infestés par les maladies dangereuses et les insectes nuisibles des végétaux.

2) Prendre des mesures Phytosanitaires dans les régions infectées par les maladies dangereuses et infestées par les insectes nuisibles en vue de localiser, restreindre et détruire les foyers apparus et de mettre en quarantaine la région dans laquelle ces infections et ces infestations ont fait leur apparition.

3) Prohiber l'exportation réciproque des produits d'origine végétale par lesquels pourraient se propager des maladies dangereuses et des insectes nuisibles et autres parasites.

4) Renseigner les agriculteurs sur le profit économique qu'ils peuvent tirer de la restriction des pertes que les attaques des maladies dangereuses et des insectes nuisibles des végétaux provoquent, ainsi que sur les méthodes de dépistage de l'Agriculture.

Article 2

Les deux Parties Contractantes s'engagent de s'avertir mutuellement de l'apparition sur leurs territoires des maladies dangereuses et des insectes nuisibles qui constituent un danger pour les cultures agricoles.

Comme maladies dangereuses et insectes nuisibles des végétaux et des produits d'origine végétale, sont considérées :

1. *Leptinotarsa decemlineata* SAY
2. *Heterodera restochiensis* WOLLENWEBER
3. *Platyedra (Pectinophora) gossypiella* SAUNDERS

4. *Aspidiotus perniciosus* COMST.
5. *Diaspis pentagona* TARGIONI
6. *Synchytrium endobioticum* (SCHILB) PERCI-VAL

Cette liste peut être modifiée après commun accord des deux Parties Contractantes.

Article 3

En vue de prévenir l'apparition des maladies dangereuses et des insectes nuisibles sur les cultures agricoles, les deux Parties Contractantes sont tenues à appliquer les mesures suivantes :

1) Contrôler systématiquement leurs terrains pour le dépistage des maladies dangereuses et des insectes nuisibles le long de la frontière à une profondeur de 30 kilomètres de part et d'autre.

2) Se communiquer mutuellement des informations sur les invasions des maladies dangereuses et des insectes nuisibles, sur les mesures prises pour leur éradication et sur les résultats obtenus.

MESURES PHYTOSANITAIRES

Article 4

En vue de prévenir l'invasion et la propagation des maladies dangereuses et des insectes nuisibles des plantes, lors des échanges commerciaux, les deux Parties Contractantes doivent prendre les mesures Phytosanitaires suivantes

1) Toute expédition de plantes et de produits d'origine végétale doit être accompagnée d'un certificat phytosanitaire conforme au modèle annexé à la présente Convention, délivré par les Services compétents de Protection de plantes du pays exportateur.

Ces certificats, rédigés en français ou en allemand devront attester

(a) que les plantes et les produits d'origine végétale à exporter sont indemnes d'une des maladies dangereuses ou des insectes nuisibles, figuront à la liste de l'article 2 de la présente Convention.

(b) Le lieu de l'origine de ces plantes et de ces produits d'origine végétale.

Ce certificat phytosanitaire n'exclue pas le droit d'un nouveau contrôle de la part du pays importateur ou bien l'application d'autres mesures jugées nécessaires, telles que la désinfection, la désinsectisation, etc.

En cas de constatation d'une maladie dangereuse ou insectes nuisibles sur les plantes ou les produits agricoles importés, le Service Phytosanitaire du pays exportateur doit en être avisé dans le plus bref délai.

Article 5

Les expéditions de plantes et de produits d'origine végétale devront être conformés en dehors des dispositions de la présente Convention également aux conditions stipulées dans les accords commerciaux conclus entre les deux pays.

Les produits végétaux tels que la paille, le foin sec, les feuilles sèches et toutes sortes d'autres produits agricoles ne doivent pas être utilisés comme matériel d'emballage.

Les plantes à racine (arbres fruitiers, d'ornement forestières etc.) avec ou sans terre, destinées à l'exportation, peuvent être importées après consentement préalable du service Phytosanitaire du pays importateur.

POINTS DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE

Article 6

Les deux Parties Contractantes établissent un contrôle Phytosanitaire sur l'importation et le transit des Plantes et des produits d'origine végétale pouvant

transmettre des maladies dangereuses et des insectes nuisibles aux gares, aux ports et aux aéroports déterminés et ci-dessous énumérés :

POUR LE ROYAUME DE GRECE

A) Par voie ferrée

- 1) La Station d' Athènes
- 2) La Station de Thessaloniki
- 3) La Station de Volos

B) Par voie de mer

- 1) Le Port du Pirée
- 2) Le Port de Thessaloniki
- 3) Le Port de Patras
- 4) Le Port de Volos
- 5) Le Port de Chalkis
- 6) Le Port d'Eleusis
- 7) Le Port de la Cannée (Souda)
- 8) Le Port de Candie (Grète)

C) Par voie aérienne

- 1) L'aéroport d'Hellinikon (Athènes)
- 2) L'aéroport de Sedes (Thessaloniki)

Pour la République Populaire de Bulgarie :

A) Par voie ferrée

- 1) Svilegrad
- 2) Koulata (Petrith)

B) Par voie de mer

- 1) Le Port de Stalin
- 2) Le Port de Bourgas

C) Par voie aérienne

- 1) L'aéroport de Sofia
- 2) L'aéroport de Plovdiv.

Au besoin, ces points de contrôle Phytosanitaire peuvent être augmentés ou diminués en nombre après un commun accord des deux Parties Contractantes.

Dispositions Finales

Article 7.

En vue d'encourager la collaboration dans le domaine scientifique et d'unifier dans la mesure du possible les méthodes et les moyens visant la protection des plants, les deux Parties Contractantes s'engagent :

1) De se faire communiquer mutuellement deux fois par an (soit le 1er Mai et 31 Décembre) des informations sur l'état Phytosanitaire, les mesures appliquées pour une lutte efficace contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles des végétaux, ainsi que sur les résultats obtenus.

2) De participer dans la mesure du possible et après commun accord préalable à toute campagne menée contre l'apparition de maladies dangereuses et d'insectes nuisibles dans le voisinage de leur frontière et à une profondeur de 30 kilomètres de part et d'autre, lorsque cette apparition constitue une menace sérieuse pour l'économie rurale et forestière des deux Parties Contractantes et exige, à cause de sa sévérité, une action commune.

Article 8.

Les deux Parties Contractantes, reconnaissant l'utilité et la nécessité d'un contact aussi fréquent que possible entre les spécialistes en Phytopathologie et en Entomologie des deux Pays dans le but d'un échange mutuel de l'expérience scientifique et pratique acquise dans le domaine de la protection des plantes, acceptent en principe à ce que des visites mutuelles prennent lieu entre ces spécialistes sur une base de réciprocité. Les détails concernant la durée et les conditions financières des ces visites seront réglés par des négociations directes entre les Services Phytosanitaires des deux pays.

En cas de besoin se faisant sentir dans la zone frontière Phytosanitaire et à la suite d'une demande dû-

ment formulée par l'une des deux Parties Contractantes, l'autre fournira, après commun accord et dans le cadre des possibilités du moment, de l'aide destinée à la prévention ou à la lutte contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles des plantes, sous forme de personnel spécialisé, d'équipement et de matériel. Les deux Parties Contractantes expriment le vœu à ce que des passe-avants pour franchir la frontière soient délivrés aux spécialistes de Protection des Plantes au Service de l'Etat, sous des conditions à préciser de part et d'autre ultérieurement par voie diplomatique.

Les dits services et matériels seront remboursés au prix coûtant.

Article 9.

Les deux Parties Contractantes, reconnaissant également l'utilité de l'échange de littérature du domaine de la Protection de Plantes qui donnera l'occasion de mieux suivre les progrès réalisés en matière de science de protection des plants dans chacun des deux pays, s'engagent à faire cet échange selon des listes dressées respectivement et comprenant les publications de chaque pays et les Services ou Institutions qui pourraient en profiter. Une intervention sera faite de chaque côté auprès des comités de rédaction de ces publications afin que chaque article soit suivi d'un résumé en français ou en anglais et que l'adresse de l'auteur de chaque article y soit mentionnée pour l'établissement d'un contact éventuel avec les intéressés à cet article.

Article 10.

Les deux Parties Contractantes, attribuant une grande importance à la pleine information sur les mesures législatives en vigueur chez elles dans le domaine des Services de la Protection des Plantes, se mettent d'accord sur l'échange réciproque de leur législation en vigueur et en traduction française.

Désormais les lois promulguées ayant trait aux mesures Phytosanitaires dans la lutte contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles seront communiquées réciproquement, en traduction française.

Elles expriment également le vœu pour une unification dans le plus proche avenir des méthodes propres à lutter efficacement contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles constituant un danger pour leurs économies nationales.

Article 11.

En cas d'un désaccord dans l'application et l'interprétation des termes de la présente Convention les deux Parties Contractantes s'engagent à constituer à ce propos une Commission Mixte. Si celle-ci n'aboutit pas à une solution satisfaisante, tout différend sera dans ce cas arrangé par voie diplomatique.

Article 12.

La présente Convention, tout en étant sujette à la ratification par les Gouvernements des deux Parties Contractantes conformément à leur clause constitutionnelle, entrera en vigueur le jour de l'échange par voie diplomatique des communications sur son approbation de la part des Gouvernements respectifs.

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter du jour de l'échange des communications qui viennent d'être mentionnées.

Sa validité sera automatiquement propagée pour une période d'un an à l'expiration de ce délai, si elle n'a pas été dénoncée par voie diplomatique par l'une des deux Parties Contractantes, au moins six mois avant son expiration.

Article 13.

En foi de quoi les soussignés Présidents des Délégations des deux Parties Contractantes après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, signent la présente Convention au nom de leurs Gouvernements respectifs.

Fait à Athènes le 19 avrille mil neuf cent cinquante six en deux exemplaires authentiques en langue française et faisant tous deux également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce

Dr. PHOTIS PAPACHRISTOPHILOU

Directeur des Services Vétérinaires près le Ministère de l'Agriculture à Athènes

Pour le Gouvernement de la Republique populaire de Bulgarie

Dr. NICOLAS DIMITROV NICOLOV

Directeur Adjoint de l'Administration «Elevage et Oeuvre Vétérinaire» près le Ministère de l'Agriculture à Sofia

ANNEXE

Ministere de l'Agriculture
Direction Phytopathologique
Service Phytosanitaire
No

Certificat Phytosanitaire

Il est certifié :

que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif, le par agent autorisé du Service de la Protection des Végétaux, et

sont à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis dangereux des cultures, et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi, qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ciaprès, ou par ailleurs.

Fumigation ou désinfection (à remplir sur la demande du pays importateur) :

Date : Traitement :

Durée du traitement :

Produit chimique utilisé et concentration :

Déclaration supplémentaire :

Fait à le 195

(Cachet du Service)

(Signature)

Fonction :

Description de l'Envoi

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur :

Nom, prénom et adresse du destinataire :

Nombre et nature des colis :

Contenu de l'envoi :

Marque des colis :

Provenance (sur la demande du pays importateur) :

Moyen de transport :

Point d'entrée :

Nom botanique (sur la demande du pays importateur) :

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΩΝ ΦΥΤΩΝ
ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΚΑΙ ΤΗΣ ΛΑΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Αί Κυβερνήσεις του Βασιλείου της Ελλάδος και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας εν τῇ κοινῇ των ἐπιθυμία και ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως συντονίσουν τὰς προσπάθειάς των διὰ νὰ ἀγωνισθοῦν ἀποτελεσματικῶς κατὰ τῶν ἀσθενειῶν και τῶν ἐχθρῶν τῶν φυτῶν, και διὰ νὰ προστατεύουσι ἀμοιβαίως ἀπὸ τῆς εἰσαγωγῆς και τῆς διαδόσεως τῶν ἐν λόγῳ ἀσθενειῶν και ἐχθρῶν και τέλος διὰ νὰ διευκολύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν φυτῶν και προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐνισχύσουν και διευρύνουν τὰς ὑφισταμένας μεταξὺ των οἰκονομικὰς και ἐμπορικὰς σχέσεις, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν και πρὸς τοῦτο ὤρισαν ὡς ἀντιπροσώπους:

Ἀπὸ τῆς πλευρᾶς τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος:

1) Τὸν Δρ. Φώτιον Παπαχριστοφίλου, Διευθυντὴν τῆς Κτηνιατρικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Πρόεδρον τῆς Ἀποστολῆς.

2) Τὸν Δρ. Νικόλαον Τζωρτζάκη, Διευθυντὴν τοῦ Βακτηριολογικοῦ Ἐργαστηρίου διὰ τὸν Ἀφθώδη Πυρετὸν και

3) τὸν Γεώργιον Γάβη, Προϊστάμενον τῆς Ὑπηρεσίας Φυτοὑγειονομικοῦ Ἐλέγχου τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Μέλη τῆς Ἀποστολῆς.

Ἀπὸ τῆς πλευρᾶς τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας:

1) Τὸν Δρ. Νικόλαον Δημητρώφ Νικολώφ, Διευθυντὴν Ἀναπληρωτὴν τῆς Διοικήσεως «Κτηνοτροφίας και Κτηνιατρικοῦ Ἔργου» τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Πρόεδρον τῆς Ἀποστολῆς.

2) Τὸν Μίλκο Ἰβάνωφ Χαριτζάνωφ, τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν και

3) τὸν Ἰβάν Ντίκωφ Στογιάνωφ, τῆς Διοικήσεως «Καλλιέργεια τῶν φυτῶν» τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Μέλη τῆς Ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 1.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προστατεύσουν τὴν ἀγροτικὴν και δαμικὴν οἰκονομίαν ἐναντίον τῶν ζημιῶν τῶν ὀφειλομένων εἰς ἀσθενείας και ἐχθροὺς τῶν φυτῶν και τῶν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συμμορφωθῶν με τὸς κάτωθι ὅρους:

1) Νὰ ἐπιβλέπουν τὰς γεωργικὰς καλλιεργείας και τὰς μὴ καλλιεργουμένας και δεινροφυτευμένας ἐκτάσεις, διὰ τὴν διαπίστωσιν τῶν μεμολυσμένων ἢ προσβεβλημένων ἐστῶν ἀπὸ τὰς ἐπικινδύνους ἀσθενείας και τὰ βλαπτικὰ ἔντομα τῶν φυτῶν.

2) Νὰ λαμβάνουν φυτοὑγειονομικὰ μέτρα εἰς τὰς περιοχὰς τὰς μεμολυσμένας ἀπὸ ἐπικινδύνους ἀσθενείας και τὰς προσβεβλημένας ἀπὸ τὰ ἐπιβλαβῆ ἔντομα ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐντοπίζουσι, περιορίζουσι και καταστρέφουσι τὰς ἐμφανιζόμενας ἐστίας και θέτουσι ὑπὸ κάθαρσιν τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν αἱ μολύνσεις και αἱ προσβολαὶ αὐταὶ ἔκαμον τὴν ἐμφάνισίν των.

3) Νὰ ἀπαγορεύουν τὴν ἀμοιβαίαν ἐξαγωγὴν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως διὰ τῶν ὁποίων θὰ ἠδύνατο νὰ διαδοθῶσιν ἐπικινδύνοι ἀσθένειαι και ἐπιβλαβῆ ἔντομα και ἄλλα παράσιτα.

4) Νὰ πληροφοροῦν τοὺς ἀγρότας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς ὀφελείας τὴν ὁποίαν δύνανται νὰ πορίζονται ἀπὸ τὸν περιορισμὸν τῶν ἀπωλειῶν τῶν προκαλουμένων ὑπὸ τῶν προσβολῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν και ἐπιβλαβῶν ἐντόμων εἰς τὰ φυτὰ, ὡς ἐπίσης ἐπὶ τῶν μεθόδων διαπιστώσεως τῶν μαστίγων τούτων τῆς Γεωργίας.

Ἄρθρον 2.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰδοποιῶνται ἀμοιβαίως περὶ τῆς ἐμφάνισως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν και ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ἅτινα συνιστοῦν κίνδυνον διὰ τὰς γεωργικὰς καλλιεργείας. Ὡς ἐπικινδύνοι ἀσθένειαι και ἐπιβλαβῆ ἔντομα τῶν φυτῶν και τῶν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, θεωροῦνται:

1. Ὁ Δορυφόρος τῶν γεωμήλων (LEPTINOTARSA DECEMLINEATA SAY).

2. Ὁ Χρυσονηματώδης τῶν γεωμήλων (HETERODERA ROSTOCHIENSIS WOLL).

3. Ὁ Ρόδιος σκόληξ τοῦ βάμβακος (PLATYEDRA (PECTINOPHORA) GOSSYPIELLA SOUNDERS).

4. Τὸ κοκκοειδὲς ASPIDIOTUS PERNICIOSUS COMST.

5. Τὸ κοκκοειδὲς DIASPIS PENTAGONA TARGIONI.

6. Ἡ σαρκώδης γάγγραινα τῶν γεωμήλων (SYNGHTRIUM ENDOBIOTICUM SCHILB PERCIVAL).

Ὁ πίναξ οὗτος δύναται νὰ τροποποιῆται κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προλαμβάνηται ἡ ἐμφάνισις ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν και βλαβερῶν ἐντόμων ἐπὶ τῶν γεωργικῶν καλλιεργειῶν, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ ἐφαρμόζουσι τὰ ἀκόλουθα μέτρα:

1) Νὰ ἐλέγχουν συστηματικῶς τὰ ἐδάφη των διὰ τὴν διαπίστωσιν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν και ἐπιβλαβῶν ἐντόμων κατὰ μῆκος τῶν συνόρων εἰς βάθος 30 χιλιομέτρων ἐκατέρωθεν.

2) Νὰ μεταδίδουν ἀμοιβαίως πληροφορίας ἐπὶ τῶν εἰσβολῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν και ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ἐπὶ τῶν ληφθέντων μέτρων διὰ τὴν ριζικὴν καταπολέμησιν των και τῶν ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων.

Φυτοὑγειονομικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 4.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προλαμβάνηται ἡ εἰσβολὴ και διάδοσις ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν και ἐπιβλαβῶν ἐντόμων τῶν φυτῶν κατὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ὀφείλουσι νὰ λαμβάνουσι τὰ ἀκόλουθα Φυτοὑγειονομικὰ μέτρα:

1) Πᾶσα ἀποστολὴ φυτῶν και προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως δεόν νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἐνὸς φυτοὑγειονομικοῦ πιστοποιητικοῦ, συμφώνως τῷ ὑποδείγματι: τῷ προσηρητημένῳ τῇ παρούσῃ Συμβάσει, ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ὑπηρεσιῶν διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς ἐξαγούσης χώρας.

Τὰ ἐν λόγῳ πιστοποιητικὰ, συντεταγμένα εἰς Γαλλικὴν ἢ Γερμανικὴν ὀφείλουσι νὰ θεσπιῶνται:

α) ὅτι τὰ πρὸς ἐξαγωγὴν φυτὰ και προϊόντα φυτικῆς προελεύσεως εἶναι ἀπηλλαγμένα ἀσθενείας τινὸς ἐπικινδύνου ἢ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν πίνακα τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης συμβάσεως.

β) τὸν τόπον προελεύσεως τῶν ἐν λόγῳ φυτῶν και προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως.

Τὸ φυτοὑγειονομικὸν πιστοποιητικὸν δὲν ἀποκλείει τὸ δικαίωμα ἐνὸς νέου ἐλέγχου ἐκ μέρους τῆς εἰσαγούσης χώρας, ὡς και τῆς ἐφαρμογῆς ἐτέρων μέτρων κρινομένων ὡς ἀναγκαίων ὡς εἶναι ἡ ἀπολύμανσις, ἡ ἀπεντόμισις κλπ.

Εἰς περίπτωσιν διαπιστώσεως ἐπικινδύνου ἀσθενείας ἢ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων ἐπὶ τῶν εἰσαγομένων φυτῶν ἢ τῶν γεωργικῶν προϊόντων, ἡ Φυτοὑγειονομικὴ Ὑπηρεσία τῆς ἐξαγούσης χώρας ὀφείλει νὰ εἰδοποιηθῇ περὶ τούτου εἰς τὸ ἐραχύτερον χρονικὸν διάστημα.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἀποστολαὶ φυτῶν και προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως ὀφείλουσι νὰ εἶναι σύμφωναι, ἐκτὸς τῶν ὄρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπίσης με τὸς διατυπωμένους ὅρους εἰς τὰς συναπταμένας ἐμπορικὰς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Τὰ φυτικὰ προϊόντα ὡς ὁ σανὸς, τὸ ξηρὸν ἄχυρον, τὰ ξηρὰ φύλλα και πᾶν ἕτερον γεωργικὸν προϊόν, δὲν πρέπει νὰ χρησιμοποιοῦνται ὡς ὕλικόν συσκευασίας.

Τὰ ἔρριζα φυτὰ (καρποφόρα δένδρα, καλλωπιστικὰ, θασικά κλπ.) μετὰ τὴν ἄνευ χώματος, τὰ προοριζόμενα δι' ἐξαγωγὴν, δύναται νὰ εἰσάγωνται μετὰ προηγουμένην συγκατάθεσιν τῆς Φυτοὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας τῆς εἰσαγούσης χώρας.

Σημεῖα Φυτοὑγειονομικοῦ Ἐλέγχου.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἐγκαθιστοῦν Φυτοὑγειονομικὸν Ἐλεγχον ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς και τῆς διαμετακομίσεως φυτῶν και προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως τῶν δυναμένων νὰ μεταδώσουν ἐπικινδύνους ἀσθενείας και ἐπιβλαβῆ ἔντομα εἰς

τούς κάτωθι όριζόμενους και άπαραριθμωμένους σιδηροδρομικούς Σταθμούς, Λιμένας και Άερολιμένας:

Διά τὸ Βασιλείον τῆς Ἑλλάδος.

Α'. Διά τῆς σιδηροδρομικῆς ὁδοῦ:

- 1) Τὸν Σταθμὸν Ἀθηνῶν.
- 2) Τὸν Σταθμὸν Θεσσαλονίκης.
- 3) Τὸν Σταθμὸν Βόλου.

Β'. Διά τῆς θαλασσίας ὁδοῦ:

- 1) Τὸν Λιμένα Πειραιῶς.
- 2) Τὸν Λιμένα Θεσσαλονίκης.
- 3) Τὸν Λιμένα Πατρῶν.
- 4) Τὸν Λιμένα Βόλου.
- 5) Τὸν Λιμένα Ἐλευσίνος.
- 6) Τὸν Λιμένα Χανίων (Σούδας).
- 7) Τὸν Λιμένα Ἡρακλείου (Κρήτης).

Γ'. Διά τῆς ἐναερίου ὁδοῦ:

- 1) Τὸν Ἀερολιμένα Ἑλληνικοῦ (Ἀθήναι).
- 2) Τὸν Ἀερολιμένα Σέδες (Θεσσαλονίκη).

Διά τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας.

Α'. Διά τῆς σιδηροδρομικῆς ὁδοῦ:

- 1) Σταθμὸν Σέιλενγκραδ.
- 2) Σταθμὸν Κουλάτα (Πέτριτς).

Β'. Διά τῆς θαλασσίας ὁδοῦ:

- 1) Τὸν Λιμένα Στάλιν.
- 2) Τὸν Λιμένα Μπούργκας.

Γ'. Διά τῆς ἐναερίου ὁδοῦ:

- 1) Τὸν Ἀερολιμένα Σόφιας.
- 2) Τὸν Ἀερολιμένα Πλόβντιφ.

Ἐν ἀνάγκῃ τὰ ἐν λόγῳ σημεῖα Φυτοὔγειονομικῶ Ἐλέγγχου δύνανται νὰ αὐξηθῶν ἢ μειωθῶν κατὰ τὸν ὀριζμὸν, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Τελικὸι Ὅροι.

* Ἄρθρον 7.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐνθαρρύνσεως τῆς συνεργασίας εἰς τὸν ἐπιστημονικὸν τομέα καὶ ἐνοποιήσεως, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῶν μεθόδων καὶ τῶν μέσων ἅτινα ἀποσκοποῦν εἰς τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν:

1) Νὰ κοινοποιοῦν ἀμοιβαίως δις τοῦ ἔτους ἤτοι τὴν (1ην Μαΐου καὶ 31ην Δεκεμβρίου) πληροφορίας ἐπὶ τῆς Φυτοὔγειονομικῆς καταστάσεως, τῶν ἐφαρμοζομένων μέτρων πρὸς ἀποτελεσματικὴν καταπολέμησιν τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, τῶν φυτῶν ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων.

2) Νὰ συμμετέχουν, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ κατόπιν προηγουμένης κοινῆς συμφωνίας εἰς πᾶσαν ἐξόρμησιν ἐναντίον τῆς ἐμφανίσεως ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων εἰς τὰς ἐγγὺς τῶν συνόρων περιοχὰς καὶ εἰς βάθος 30 χιλιομέτρων ἐκατέρωθεν, ὅταν ἡ ἐν λόγῳ ἐμφάνισις συνιστᾷ μίαν σοβαρὰν ἀπειλὴν διὰ τὴν γεωργικὴν καὶ δασικὴν οἰκονομίαν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἄπαιτεῖ, λόγῳ τῆς σοβαρότητός της, μίαν κοινὴν δράσιν.

* Ἄρθρον 8.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναγνωρίζοντα τὴν ὠφελιμότητα καὶ τὴν ἀνάγκην ἐπαφῆς ὅσον τὸ δυνατόν συχνότερας μεταξὺ τῶν ἐδικῶν εἰς θέματα Φυτοπαθολογίας καὶ Ἐντομολογίας τῶν δύο Χωρῶν ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς τῆς ἐπιστημονικῆς πείρας καὶ τῆς κτηδείσης πρακτικῆς εἰς τὸν τομέα τῆς προστασίας τῶν φυτῶν, ἀποδέχονται κατ' ἀρχὴν ὅπως διαδοχικαὶ ἐπισκέψεις λαμβάνουν χώραν μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ ἐδικῶν, βάσει ἀμοιβαιότητος. Αἱ λεπτομέρειαι αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὴν διάρκειαν καὶ τοὺς οἰκονομικοὺς ὄρους τῶν ἐπισκέψεων αὐτῶν θὰ ρυθμίζωνται δι' ἀπευθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν Φυτοὔγειονομικῶν Ἐπιτροπῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης ἐμφανισθεμένης εἰς τὴν παραμεθόριον Φυτοὔγειονομικὴν ζώνην καὶ κατόπιν αἰτήσεως δεόντως διατυπωμένης ὑφ' ἐνός τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὸ ἕτερον θὰ δώσῃ, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας καὶ ἐν τῷ πλαίσιῳ τῶν ὑφισταμένων δυνατοτήτων κατ' ἐκείνην τὴν στιγμὴν, βοή-

θειαν ἀποσκοποῦσαν εἰς τὴν πρόληψιν ἢ τὴν καταπολέμησιν τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ὑπὸ μορφήν ἐιδικευμένου προσωπικοῦ, ἐφοδίων καὶ ὕλικου. Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἐκφράζουν τὴν εὐχὴν ὅπως ἔγγραφοι ἄδειαι διαβάσεως τῶν συνόρων ἐκδίδωνται διὰ τοὺς ἐιδικούς ἐπὶ τῆς προστασίας τῶν Φυτῶν τῆς Κρατικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπὸ ὄρους καθορισθεσμένους ἐκατέρωθεν ἐκ τῶν ὑστέρων, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Αἱ ἐν λόγῳ ὑπηρεσίαι καὶ τὰ ὑλικά θὰ ἀποδίδωνται εἰς τὴν τιμὴν κόστους.

* Ἄρθρον 9.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναγνωρίζοντα ἐπίσης τὴν ὠφελιμότητα τῆς ἀνταλλαγῆς βιβλιογραφίας ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς Προστασίας τῶν Φυτῶν, ἢ ὅποια θὰ παρέχῃ τὴν εὐκαιρίαν ὅπως παρακολουθῶνται καλλίτερον αἱ πραγματοποιούμεναι πρόοδοι ἐπὶ τοῦ ἐπιστημονικοῦ τομέως τῆς προστασίας τῶν φυτῶν εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν, ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διενεργοῦν τὴν ἐν λόγῳ ἀνταλλαγὴν βάσει πινακῶν συντασσομένων ἀμοιβαίως καὶ περιλαμβανόντων τὰ δημοσιεύματα ἐκάστης χώρας καὶ τὰς Ἐπιτροπῆς ἢ Ἰδρύματα, ἅτινα θὰ ἠδύναντο νὰ ἐπωφεληθῶσιν ἐκ τούτων.

Ἐκάστη χώρα θὰ παρεμβαίη εἰς τὰς ἐπιτροπὰς συντάξεως τῶν ἐν λόγῳ δημοσιευμάτων, ἵνα ἕκαστον ἄρθρον ἀκολουθῆται ὑπὸ συνόψεως εἰς γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν καὶ ἵνα ἡ διεύθυνσις τοῦ συγγραφῆος ἐκάστου ἁρθρου μνημονεύηται ἐν αὐτῷ, διὰ τὸ ἐνδεχόμενον ἀποκαταστάσεως ἐπαφῆς μετὰ τοὺς ἐνδιαφερομένους ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ ἁρθρου.

* Ἄρθρον 10.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀποδίδοντα μεγάλην σημασίαν εἰς τὴν πλήρη ἐνημέρωσιν ἐπὶ τῶν ἐν ἰσχύϊ εἰς αὐτὰ νομοθετικῶν μέτρων εἰς τὸ πεδίου τῶν Ἐπιτροπῶν διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, συμφωνοῦν ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας ἀλλαγῆς τῆς ἐν ἰσχύϊ νομοθεσίας των καὶ ἐν γαλλικῇ μεταφράσει.

Ἐφεξῆς οἱ δημοσιευόμενοι νόμοι οἱ ἀφορῶντες εἰς τὰ φυτοὔγειονομικὰ μέτρα καταπολεμήσεως τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ βλαβερῶν ἐντόμων θὰ ἀνακοινοῦνται ἀμοιβαίως ἐν γαλλικῇ μεταφράσει.

Ἐκφράζουν ὁμοίως τὴν εὐχὴν διὰ τὴν ἐνοποίησιν, εἰς τὸ ἄμεσον μέλλον, τῶν ἐνδεδειγμένων μεθόδων ἐπὶ τῆς ἀποτελεσματικῆς καταπολεμήσεως τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, τῶν συνιστῶντων κίνδυνον διὰ τὴν ἐθνικὴν των οἰκονομίαν.

* Ἄρθρον 11.

Εἰς περίπτωσιν διαφωνίας κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν καὶ τὴν ἐρμηνείαν τῶν ὄρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συστήσουν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον Μικτὴν Ἐπιτροπὴν. Ἐὰν αὕτη δὲν καταλήξῃ εἰς ἱκανοποιητικὴν λύσιν, πᾶσα διαφορὰ θὰ διευθετηθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

* Ἄρθρον 12.

Ἡ παρούσα Σύμβασις, ὑποκειμένη εἰς κύρωσιν ἐκ μέρους τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς ὄρους, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τῶν ἀνακοινώσεων τῆς ἐγκρίσεως τῆς ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων.

Ἡ παρούσα Σύμβασις συνομολογεῖται διὰ διάρκειαν 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν προμνημονευθέντων ἀνακοινώσεων.

Ἡ ἰσχὺς της θὰ παρατείνεται αὐτομάτως ἐπὶ ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ ἀνωτέρω χρονικοῦ διαστήματος ἐκτὸς ἐὰν αὕτη καταγγελθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἀφ' ἐνός τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τοὐλάχιστον ἐξ μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς της.

* Ἄρθρον 13.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογραφόμενοι Πρόεδροι τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ἀφ' ἀμοιβαίως ἀνεκοίνωσαν ἀλλήλοις τὰ πληρεξουσία των τὰ ὅποια εὐρέθησαν ἐν τάξει ὑπογράψουσι τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἐν ὄνοματι τῶν Κυβερνήσεων των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἀπριλίου τοῦ ἔτους χίλια ἑνεακόσια πεντήκοντα πέντε εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἑκάτερον τῶν ὁποίων εἶναι τοῦ αὐτοῦ κύρους.

**ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ
ΤΟΥ ΕΛΛΗΝΙΚΟΥ
ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ**

Δρ. Φώτιος Παπαχριστοφίλου
Διευθυντῆς τῆς Κτηνιατρι-
κῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουρ-
γείου τῆς Γεωργίας ἐν Ἀ-
θήναις

**ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ
ΤΗΣ ΛΑΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟ-
ΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΒΟΥΛ-
ΓΑΡΙΑΣ**

Δρ. Νικόλαος Δημητρώφ —
Νικολώφ
Διευθυντῆς Ἀναπληρωτῆς
τῆς Διοικήσεως «Κτηνοτρο-
φίας καὶ Κτηνιατρικοῦ Ἔρ-
γου» τοῦ Ὑπουργείου τῆς
Γεωργίας ἐν Σόφια.

Π Α Ρ Α Ρ Τ Η Μ Α

**ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΦΥΤΟΠΑΘΟΛΟΓΙΑΣ
ΦΥΤΟ-ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ**

ΦΥΤΟ-ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ

Πιστοποιεῖται ὅτι:

Τὰ φυτὰ, μέρη τῶν φυτῶν ἢ φυτικά προϊόντα τὰ περιγρα-
φόμενα κατωτέρω ἐξετάσθησαν λεπτομερῶς, ἐν ὄλῳ ἢ ἐν
ἀντιπροσωπευτικῷ δείγματι, τὴν ὑπὸ ...
..... ἀρμοδίου ὑπαλλήλου τῆς Ὑπηρεσίας διὰ τὴν
προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ ἐκρίθησαν κατ' αὐτὸν πρακτικῶς
ἀπηλλαγμένα ἐπικινδύνων ἐχθρῶν τῶν καλλιεργειῶν καὶ ὅτι
ἢ ἀποστολῇ κρίνεται σύμφωνος πρὸς τὰς ἰσχυούσας φυτοῦγειο-
νομικὰς διατάξεις τῆς εἰσαγωγῆς χώρας, ὡς εἰδικῶς ἀνα-
φέρεται εἰς τὴν κατωτέρω συμπληρωματικὴν δήλωσιν ἢ ἀλ-
λαχοῦ

Ἐποκαπνισμὸς ἢ ἀπολύμανσις (συμπληροῦται τῇ αἰτήσει
τῆς εἰσαγωγῆς χώρας).

Ἡμερομηνία:

Εἶδος ἐπεμβάσεως:

Διάρκεια ἐπεμβάσεως:

Χρησιμοποιηθὲν χημικὸν προϊόν καὶ πυκνότης:

Συμπληρωματικὴ δήλωσις:

Ἐγένετο ἐν

(Σφραγίς τῆς Ὑπηρεσίας) (Ὑπογραφή)

Ἰδιότης

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΗΣ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Ἐπώνυμον, Ὄνομα καὶ Διεύθυνσις τοῦ ἀποστολέως

Ἐπώνυμον, Ὄνομα καὶ Διεύθυνσις τοῦ Παραλήπτου

Ἀριθμὸς καὶ εἶδος τῶν κόλλων

Περιεχόμενον τῆς ἀποστολῆς

Σημεῖα τῶν κόλλων
Προέλευσις (αἰτήσις τῆς εἰσαγωγῆς χώρας)
Μέσον μεταφορᾶς
Σημεῖον Μεταφορᾶς
Σημεῖον εἰσόδου
Βοτανικὸν (ἐπιστημονικὸν) ὄνομα (αἰτήσις τῆς εἰσαγωγῆς
χώρας).

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4388

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις, τῇ 27.4.
1963, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας Συμφωνίας,
περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συν-
τάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 8 Σεπτεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην
τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς
Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργι-
κοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν
Ἀθήναις, τῇ 27.4.1963, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας
Συμφωνία περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν,
ὡς καὶ τὸ Παράρτημα καὶ Συμπληρωματικὴ συμφωνία ταύ-
της τὰ οἰκεία κείμενα τῶν ὁποίων ἔπονται ἐν Ἀγγλικῷ πρω-
τοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

**Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟ-
ΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΕ-
ΛΑΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Κ. ΤΑΛΙΑΔΟΤΡΗΣ, Ι. ΓΙΑΝ-
ΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΤΚΗΣ ΑΚΡΙ-
ΤΑΣ, Κ. ΜΑΡΗΣ, Ν. ΚΟΤΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥ-
ΣΗΣ, Ε. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ, Γ. ΜΤΩΝΑΣ.**

Ἐδωρῆθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ὀκτωβρίου 1964

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

AGREEMENT

Between the Royal Hellenic Government and the Government of the Hungarian People's Republic on civil aviation

The Royal Hellenic Government and the Government of the Hungarian People's Republic described below as the Contracting Parties, desirous of establishing regulations concerning their mutual relations in the field of civil aviation and of encouraging the development of regular commercial air transport between their two countries, have agreed as follows :

Article 1

1. For the purpose of this Agreement, the following terms shall mean :

(a) «Aeronautical Authorities»

i' In the case of the Royal Hellenic Government :

The Chief of Civil Aviation of the Ministry of Communications for the time being, or any person or body authorized by the Royal Hellenic Government to perform any functions presently exercised by the said Chief or similar functions.

ii'. In the case of the Hungarian Government :

The Director General of the Board of Civil Aviation of the Ministry of Communications and Posts for the time being, or any person or body authorized by the Government of the Hungarian People's Republic to perform any functions presently exercised by the said Director General or similar functions.

(b) «Territory»

The land areas, territorial waters adjacent thereto, and the airspace above, under the sovereignty of either Contracting Party.

(c) «International Air Service»

Any air service performed by aircraft for the public transport of passengers, mail or cargo and passing through the airspace over the territory of more than one state.

(d) «Designated Airline»

The Air Transport enterprise which either Contracting Party has notified in writing to the other Contracting Party as the airline to operate the agreed air services, and perform the rights granted by the other Contracting Party, in accordance with this Agreement.

(e) «Specified Routes»

Air routes specified in the Annex to this Agreement.

2. The Annex to this Agreement shall be deemed to be part of the Agreement and all references to the «Agreement» shall include reference to the Annex, except otherwise expressly provided.

Article II

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in the Annex to the present Agreement for the purpose of establishing scheduled international air services specified in this Annex.

2. The designated airlines shall take into consideration their mutual interests on the common routes so as not to affect unduly their respective services.

3. The agreed services shall have as their primary objective the provision of a capacity adequate to the traffic demands between the country to which the designated airline belongs and the countries of destination.

4. There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines to operate on the agreed services between the territories of the Contracting Parties.

5. The right to take on and put down in the territory of one Contracting Party, international traffic destined for or coming from third countries, shall be exercised in accordance with general principles of orderly development of the international air transport and in such a way that capacity be related to :

(a) the traffic demand between the country of origin and the countries of destination,

(b) the traffic demand of the area through which the air services pass, taking into consideration the local and regional services,

(c) the requirements of an economical operation of the agreed services.

Article III

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one air line for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. On receipt of such designation, the other Contracting Party shall, subject to the provisions of paragraphs (3) and (4) of this article, grant without delay to the designated airline the appropriate operating authorizations.

3. The aeronautical authorities of one Contracting Party before granting the authorization referred to in paragraph (2) of this article may require the airline designated by the other Contracting Party to prove that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations normally and reasonably applied to the operation of international air services by such authorities.

4. Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant the operating authorization referred to in paragraph (2) of this article, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by a designated airline of the rights specified in the Annex hereto, in any case where the said Contracting Party has not the proof that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in physical or legal persons of this Contracting Party.

5. When an airline has been so designated and authorized, it may begin at any time to operate the agreed services in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article IV

1. Each Contracting Party shall have the right to revoke an operating authorization or to suspend the exercise of the rights specified in the Annex to the present Agreement by the airline designated by the other Contracting Party, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of these rights :

(a) in any case where it has not the proof that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in physical or legal persons of such Contracting Party, or

(b) in the case of failure by that airline to comply with the laws or regulations of the Contracting Party granting these rights, or

(c) in case the airline otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed under the present Agreement and the Annex thereto.

2. Unless immediate revocation, suspension or imposition of conditions is necessary to prevent further infringements of laws or regulations, such right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

Article V

1. Each Contracting Party shall cause its designated airline to submit to the aeronautical authorities of the other Party, for approval, one month in advance, the complete timetable of the services specifying the frequencies and aircraft type to be used as well as any other relevant information concerning the operation of the agreed air services. The airlines in question shall communicate any modification of the above mentioned data, in principle with a same prior notification.

2. The designated airline of either Contracting Party shall supply to the aeronautical authorities of the other Contracting Party, on request, any necessary data for the determination of the traffic related to the agreed services.

Article VI

1. The tariffs to be charged by the airline of one Contracting Party for carriage to or from the territory of the other Contracting Party shall be established at reasonable levels due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, and the tariffs of other airlines.

2. The tariffs referred to in paragraph (1) of this article shall be agreed by the designated airlines concerned of both Contracting Parties. If the designated airlines can not agree on any of these tariffs, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall try to determine the tariff by agreement between themselves.

3. The tariffs agreed between the designated airlines shall be submitted by them for approval to their National aeronautical authorities at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction; in special cases, this time limit may be reduced, subject to the agreement of the said authorities.

4. The aeronautical authorities of either Contracting Party shall communicate directly to the aeronautical authorities of the other Contracting Party their approval or any eventual disapproval of the proposed tariffs as much in advance as practicable and, if possible, at least fifteen (15) days before the proposed date of introduction of such tariffs. Any eventual disagreement thereon shall be settled in accordance with the provisions of article XII para 2.

Article VII

Taxes and other charges for the use of airports, their installations and technical equipment on the territory of one Contracting Party, shall be levied in accordance with the official level of tariffs established by the laws and regulations of this Contracting Party.

Article VIII

1. Aircraft operated on services prescribed in the Annex to this Agreement as well as fuel and lubricants, spare parts, regular equipment and stores on board such aircraft shall be exempt from import and export duties and other duties and taxes on arriving in and departing from the territory of the either Contracting Party, even when the above mentioned supplies are used or consumed during the above flight over the said territory excepting however the cases in which such supplies would be transferred to third persons on the territory of the other Contracting Party.

2. Fuel and lubricants necessary to supply the aircraft of the designated airline of either Contracting Party, taken on board in the territory of the other Contracting Party, shall be exempt from customs duties and other national and local taxes.

3. Fuel and lubricants, spare parts, tools, regular

equipment and aircraft provisions introduced into and or deposited on the territory of one Contracting Party for consumption and use by the aircraft of the airline of the other Contracting Party with a view to ensuring the performance of flights prescribed in the Annex to the present Agreement shall be exempt from import and export duties and other duties and taxes on arriving in or departing from the territory of the other Contracting Party, their transfer, however, to third parties, on this territory not being permitted. The above mentioned spare parts, tools, regular equipment and provisions shall be used within the limited area of the airport concerned, for the handling of aircraft, passengers and cargo. However, in the case of a forced landing or landing on an alternate aerodrome the above mentioned supplies shall be transferred to the point in which the aircraft is.

4. The supplies and objects mentioned in the present article while being on the territory of the other Contracting Party shall be kept under customs supervision.

Article IX

1. Every aircraft used by the designated airlines and engaged on the agreed services shall bear its appropriate nationality and registration marks, and shall carry the following documents :

- (a) its certificate or registration ;
- (b) its certificate of airworthiness ;
- (c) the appropriate licences or certificates for each member of the crew ;
- (d) its journey log book or any other document which replaces it ;
- (e) the aircraft radio station licence ;
- (f) the passenger list ;
- (g) if it carries cargo a manifest and detailed declaration of the cargo ;
- (h) if it carries special categories of cargo the necessary permits for this purpose.

2. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one Contracting Party shall be recognized as valid by the other Contracting Party, each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, licences granted by the other Contracting Party to any persons regarded as its nationals under its own national legislation.

Article X

1. The laws and regulations of either Contracting Party relating to the entry into, stay in and departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation or in the operation, navigation and conduct of aircraft while in its territory shall equally apply to the aircraft of the designated airline of the other Contracting Party. The regulations and procedures relating to the security and conduct of lights, applicable by the one Contracting Party to the aircraft of the other Party, shall conform with those uniformly applied to its own aircraft and to the international air transport in general, and shall not substantially differ from the principles of international Conventions in force.

2. Passengers, crew and consignors as well as any third person acting in the name and on behalf of consignors, shall have to conform with the laws and regulations governing on the territory of either Contracting Party entry, stay and departure of passengers, crew and cargo. The above shall apply particularly to the prescriptions relating to the import, export, immigration, customs, sanitary and exchange regulations.

Article XI

In the case of a forced landing, damage or crash occurred to an aircraft of one Contracting Party, on the territory of the other Contracting Party, the Party on the territory of which the above mentioned accident took place shall inform immediately the other Contracting Party in this respect and shall take proper actions for an inquiry on the cause of the accident and at the request of the other Contracting Party shall allow the representatives of this Contracting Party free entrance in its territory in order to be present as observers in the inquiry on the accident. It shall equally take immediate measures in order to assist the crew and passengers victims of this accident and it will secure the mail, luggage and the cargo on board this aircraft. The Contracting Party conducting the inquiry shall communicate the results thereof to the other Contracting Party and if this Contracting Party so desires it shall transmit to the latter copy of the whole documentation on the inquiry.

Article XII

1. In a spirit of close cooperation the aeronautical authorities of both Contracting Parties shall consult each other from time to time in a view to ensuring the implementation and satisfactory fulfillment of the principles set forth in the present Agreement and the Annex thereto.

2. Any dispute relating to the interpretation or application of the present Agreement or its Annex shall be settled by direct negotiations between the aeronautical authorities of the two Contracting Parties; if said authorities fail to reach an agreement the dispute shall be settled through the diplomatic channels.

Article XIII

1. If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of the present Agree-

ment, such modification, if agreed between the Contracting Parties, shall come into effect when confirmed by an exchange of Notes.

2. The Annex to the present Agreement may be modified by agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties. Modifications thus agreed upon shall come into force at a date mutually established by the aeronautical authorities and shall be confirmed by an exchange of Notes.

Article XIV

The present Agreement shall be registered with the Secretariat of the United Nations, in accordance with Article 102 of the Charter.

Article XV

1. The present Agreement shall enter into force provisionally on the date of its signature.

2. It will be ratified according to the constitutional requirements of each Contracting Party and shall come into final effect on the date of the exchange of the instruments of ratifications which shall take place in Budapest.

3. The present Agreement can be denounced by either Contracting Party and shall terminate six months after the date of receipt by the other Contracting Party of the notification of this denunciation.

In witness thereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized to this effect have signed the present Agreement.

Done in Athens on the 27th April 1963, in duplicate, in the English language, each copy having the same authenticity.

For the Royal
Hellenic Government
GEORGES DOUKAS

For the Government of the
Hungarian People's Republic
FERENC MAJOROS

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, ἀποκαλούμεναι κατωτέρω ὡς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐπιθυμοῦσαι τὸν διακανονισμόν τῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἀμοιβαίων σχέσεων τῶν καὶ τὴν ἐνθάρρυνσιν πρὸς ἀνάπτυξιν τῶν τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν τῶν, συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως:

Ἄρθρον I.

1. Ἐν τῷ πνεύματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, οἱ κάτωθι ὅροι θὰ σημαίνουν:

α) «Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαί»

ι) Εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως: Τὸν Ἀρχηγὸν Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν, ἐπὶ τοῦ παρόντος, ἢ οἰονδήποτε πρόσωπον ἢ σῶμα ἐξουσιοδοτημένον ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ὅπως ἐνασκή ἀπάσας τὰς νῦν ἀσκουμένας ὑπὸ τοῦ προαναφερθέντος Ἀρχηγοῦ ἀρμοδιότητος ἢ παρομοίας ἀρμοδιότητος.

ιι) Εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Οὐγγρικῆς Κυβερνήσεως: Τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Συμβουλίου Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν καὶ Ταχυδρομείων, ἐπὶ τοῦ παρόντος, ἢ οἰονδήποτε πρόσωπον ἢ σῶμα ἐξουσιοδοτημένον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὅπως ἐνασκή ἀπάσας τὰς νῦν ἀσκουμένας ὑπὸ τοῦ προαναφερθέντος Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἀρμοδιότητος ἢ παρομοίας ἀρμοδιότητος.

β) «Ἐδαφος»

Τὰς ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους χερσαίας περιοχάς, τὰ προσκείμενα εἰς ταύτας χωρικά ὕδατα καὶ τὸν ἀνωθεν τούτων ἀεροπορικὸν χῶρον.

γ) «Διεθνῆς Ἀεροπορικὴ Γραμμὴ»

Οἰονδήποτε ἀεροπορικὴν γραμμὴν ἐκτελουμένην δι' ἀεροσκαφῶν πρὸς δημοσίαν μεταφορὰν ἐπιβατῶν, ταχυδρομείου ἢ φορτίου καὶ διερχομένην διὰ μέσου τοῦ ἀεροπορικοῦ χώρου ὑπερθεῖν τοῦ ἐδάφους πλείονον τοῦ ἐνὸς Κρατῶν.

δ) «Ὅρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία»

Τὴν ἐπιχείρησιν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν ἣν ἑκάτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐγνωστοποίησεν ἐγγράφως πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος ὡς τὴν Ἀεροπορικὴν Ἐταιρείαν τὴν δικαιουμένην νὰ ἐκμεταλλεῖται τὰς συμφωνηθείσας γραμμάς καὶ νὰ ἀσκή τὰ δικαιώματα τὰ χορηγηθέντα ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, συμφώνως πρὸς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

ε) «Καθορισθεῖσαι διαδρομαί»

Τὰς ἀεροπορικὰς γραμμάς τὰς καθοριζομένας εἰς τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ θεωρεῖται ὡς ἀποτελοῦν μέρος τῆς Συμφωνίας καὶ ὅλαι αἱ παραπομπαὶ εἰς τὴν «Συμφωνίαν» θὰ θεωροῦνται ὡς παραπομπαὶ καὶ εἰς τὸ Παράρτημα, ἐκτὸς ἐὰν ρητῶς προβλέπεται ἄλλως.

Ἄρθρον II.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος χορηγεῖ εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος τὰ καθοριζόμενα ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας δικαιώματα, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐγκραταστάσεως τακτικῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν καθοριζομένων εἰς τὸ μνησθέν Παράρτημα.

2. Αἱ ὁρισθεῖσαι Ἀεροπορικαὶ Ἐταιρεῖαι θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τῶν τὰ ἀμοιβαία τῶν συμφέροντα ἐπὶ τῶν κοινῶν διαδρομῶν ἐφ' ὧν ἀσχοῦν ἐκμετάλλευσιν, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται, ἀδικαιολογῶς, αἱ ἀντίστοιχοι γραμμαὶ τῶν.

3. Αἱ συμφωνηθεῖσαι γραμμαὶ θὰ ἔχουν ὡς κύριον σκοπὸν τῶν τὴν προσφορὰν χωρητικότητος ἀνταποκρινομένης εἰς τὴν ζήτησιν τῆς κινήσεως μεταξύ τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἡ ὁρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία ἀνήκει καὶ τῶν χωρῶν προορισμοῦ.

4. Αἱ ὁρισθεῖσαι Ἀεροπορικαὶ Ἐταιρεῖαι θὰ ἀπολαμβάνουν ἴσων καὶ δικαίων δυνατοτήτων ἐκμεταλλεύσεως ἐπὶ τῶν

συμφωνηθειῶν γραμμῶν μεταξύ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

5. Τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιβιάσεως ἢ ἀποβιάσεως εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, διεθνούς κινήσεως προοριζομένης διὰ τὴν προσερχομένης ἐκ τρίτων χωρῶν, θὰ ἐνασχεῖται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως τῆς διεθνούς ἀεροπορικῆς μεταφορᾶς καὶ εἰς τρόπον ὥστε ἡ χωρητικότης νὰ προσαρμόζεται:

α) πρὸς τὴν ζήτησιν κινήσεως μεταξύ τῆς χώρας προλεύσεως καὶ τῶν χωρῶν προορισμοῦ·

β) πρὸς τὴν ζήτησιν κινήσεως τῆς περιοχῆς διὰ μέσου τῆς ὁποίας διερχονται αἱ ἀεροπορικαὶ γραμμαὶ, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν καὶ περιοχικῶν γραμμῶν·

γ) πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις οικονομικῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθειῶν γραμμῶν.

Ἄρθρον III.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ὑποδείξῃ ἐγγράφως πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος μίαν Ἀεροπορικὴν Ἐταιρείαν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθειῶν γραμμῶν ἐπὶ τῶν καθορισθειῶν διαδρομῶν.

2. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τῶν παραγρ. (3) καὶ (4) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος θέλει χορηγήσει, ἄνευ καθυστερήσεως, ἄμα τῇ λήψει τοῦ ὡς ἄνω διορισμοῦ, εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν Ἀεροπορικὴν Ἐταιρείαν τὴν κεκανονισμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως.

3. Αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους πρὶν ἢ χορηγήσουν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγρ. (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἄδειαν δύνανται νὰ ἀπαιτήσουν παρὰ τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας ὅπως ἀποδείξῃ ὅτι ἔχει τὰ πρὸς τὰς ἐκπλήρωσιν τῶν ὄρων τῶν ὑπαγορευομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν οἵτινες συνήθως καὶ λογικῶς τίθενται ὑπὸ τῶν ἀρχῶν αὐτῶν ἐν τῇ ἐκμεταλλεύσει διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

4. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνήται τὴν χορήγησιν τῆς ἀναφερομένης ἐν παράγρ. (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἄδειας ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὄρους ἐπὶ τῆς ἐνασκήσεως ὑπὸ ὁρισθείσης Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας τῶν καθορισθέντων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης δικαιωμάτων, κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὸ ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενον Μῆρος δὲν ἔχει ἀποδείξει ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας ταύτης εὐρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὑποδεικνύοντος τὴν Ἀεροπορικὴν Ἐταιρείαν Συμβαλλομένου Μέρους ἢ εἰς φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα τοῦ αὐτοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

5. Ἐφ' ὅσον Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία ὁρισθῇ καὶ ἐξουσιοδοτηθῇ κατὰ τὰ ἀνωτέρω, δύναται ὁποτεδήποτε νὰ κάμῃ ἐναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθειῶν γραμμῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον IV.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλῇ τὴν ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἀναστέλλῃ τὴν ἄσκησιν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας δικαιωμάτων ὑπὸ τῆς Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὄρους ἐπὶ τῆς ἀσκήσεως τῶν δικαιωμάτων τούτων:

α) Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν ἔχει ἀποδείξει ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας ταύτης εὐρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὁρίζοντος τὴν Ἀεροπορικὴν Ἐταιρείαν Συμβαλλομένου Μέρους ἢ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους, ἢ

β) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐν λόγῳ Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία ἤθελε παραλείπει νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τοὺς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ χορηγούντος τὰ δικαιώματα ταῦτα Συμβαλλομένου Μέρους, ἢ

γ) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία, καθ' οἷον οἰονδήποτε τρόπον ἤθελε παραλείπει νὰ ἀσκή τὴν ἐκμετάλλ-

λευσιν συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς ὅρους.

2. Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ ἄμισος ἀνάκλησις, ἀναστολή ἢ ἡ ἐπιβολὴ ὄρων εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν πρόληψιν περαιτέρω παραβάσεως τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν, τὸ τοιοῦτον δικαίωμα θὰ ἀσκῆται μόνον κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον V.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ μεριμνᾷ ὅπως ἡ ὑπ' αὐτοῦ ὀρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία ὑποβάλλῃ εἰς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Μέρους, πρὸς ἔγκρισιν, μὲ προειδοποίησιν ἐνὸς μηνός, τὰ πλήρη ὠράρια δρομολογίων, καθορίζουσα τὰς συχνότητας καὶ τὸν τύπον τῶν χρησιμοποιηθσομένων ἀεροσκαφῶν καθὼς ἐπίσης καὶ πᾶσαν ἐτέραν σχετικὴν πληροφορίαν, ἀφορώσαν τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν. Αἱ ἐν λόγῳ Ἀεροπορικαὶ Ἐταιρεῖαι θὰ κοινοποιοῦν πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ὡς ἄνω μνημονευθέντων δεδομένων, κατ' ἀρχὴν μὲ τὴν αὐτὴν προειδοποίησιν.

2. Ἡ ὀρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἐταιρεία ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ παρέχῃ εἰς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῇ αἰτήσῃ τῶν, ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα δεδομένα πρὸς προσδιορισμὸν τῆς ἀφορώσεως τὰς συμφωνηθεισὰς γραμμὰς κινήσεως.

Ἄρθρον VI.

1. Τὰ ὑπὸ τῆς Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἐφαρμοσθησόμενα τιμολόγια διὰ μεταφορᾶς πρὸς ἢ ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ καθορίζωνται εἰς λογικὰ ἐπίπεδα, λαμβανομένων δεόντως ὑπ' ὄψιν ἀπάντων τῶν σχετικῶν συντελεστῶν, συμπεριλαμβανομένων τοῦ κόστους ἐκμεταλλεύσεως, τοῦ λογικοῦ κέρδους καὶ τῶν τιμολογίων ἐτέρων Ἀεροπορικῶν Ἐταιρειῶν.

2. Τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ παραγράφῳ (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου τιμολόγια θὰ καταρτίζωνται κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ὀρισθεισῶν Ἀεροπορικῶν Ἐταιρειῶν ἀμοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἐὰν αἱ ὀρισθεῖσαι Ἀεροπορικαὶ Ἐταιρεῖαι δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ οἰουδήποτε τῶν τιμολογίων τούτων, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ προσπαθήσουν νὰ καθορίσουν τὸ τιμολόγιον κοινῇ μεταξὺ τῶν συμφωνηθεισῶν.

3. Τὰ συμφωνηθέντα μεταξὺ τῶν ὀρισθεισῶν Ἀεροπορικῶν Ἐταιρειῶν τιμολόγια θὰ ὑποβάλλωνται ὑπ' αὐτῶν πρὸς τὰς Ἐθνικὰς τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχὰς πρὸς ἔγκρισιν τριάκοντα (30) τοῦλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ὑπολογιζομένης ἡμερομηνίας ἐναρξέως τῆς ἐφαρμογῆς τῶν εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις τὸ χρονικὸν τοῦτο ὄριον δυνατόν νὰ περιορισθῇ ἐφ' ὅσον ἦθελον συμφωνήσῃ πρὸς τοῦτο αἱ ἐν λόγῳ ἀρχαί.

4. Αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀνακοινώσουν ἀπ' εὐθείας πρὸς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τὴν ἔγκρισίν τῶν ἢ ἐνδεχομένην ἀπόρριψιν τῶν προτεινομένων τιμολογίων ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος καί, εἰ δυνατόν, τοῦλάχιστον 15 ἡμέρας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας, διέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν τοιούτων τιμολογίων. Οἰαδήποτε τυχὸν διαφωνία ἐπὶ τούτων θὰ ρυθμίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου XII.

Ἄρθρον VII.

Τέλη καὶ ἕτερα δικαιώματα χρήσεως ἀερολιμένων, ἐγκαταστάσεων τῶν καὶ τεχνικῶν ἐξοπλισμῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἐπιβάλλωνται συμφώνως πρὸς τὰ ἐπισημῶς καθιερωθέντα τιμολόγια ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον VIII.

1. Ἀεροσκάφη χρησιμοποιούμενα ἐπὶ γραμμῶν καθοριζομένων εἰς τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθὼς ἐπίσης καύσιμα καὶ λιπαντικά, ἀνταλλακτικά, κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ προμήθειαι ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν, θὰ ἀπαλλάσσωνται, κατὰ τὴν ἀφίξιν καὶ ἀναχώρησιν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῶν εἰσαγωγικῶν καὶ ἐξαγωγικῶν δασμῶν καὶ τῶν ἐτέρων δασμῶν καὶ φόρων, ἀκόμη καὶ ὅταν τὰ ἄνω μνημονευθέντα ὕλικά χρησιμοποιού-

ται ἢ καταναλίσκωνται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἄνω πτήσεως ὑπερᾶνω τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, ἐξαιρουμένων, ὡπωσδήποτε, τῶν περιπτώσεων, κατὰ τὰς ὁποίας τὰ τοιαῦτα ὕλικά ἦθελον μεταθιβασθῆ εἰς τρίτα πρόσωπα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Καύσιμα καὶ λιπαντικά ἀναγκαιοῦντα διὰ τὸν ἀνεφοδιασμὸν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὀρισθείσης ὑπ' ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας, φορτωθέντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ἀπαλλάσσονται ἐκ τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ἐτέρων ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν δασμῶν.

3. Καύσιμα καὶ λιπαντικά, ἀνταλλακτικά, ἐργαλεῖα, κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ προμήθειαι ἀεροσκαφῶν εἰσαγόμενα εἰς καὶ ἢ ἐναποτιθέμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου μέρους, ἵνα καταναλωθοῦν καὶ χρησιμοποιηθοῦν ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς Ἀεροπορικῆς Ἐταιρείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἀποσκοποῦντα ὅπως ἐξασφαλίσουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν πτήσεων τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπαλλάσσονται, κατὰ τὴν εἴσοδον καὶ ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῶν εἰσαγωγικῶν καὶ ἐξαγωγικῶν δασμῶν καὶ τῶν ἐτέρων δασμῶν καὶ φόρων, μὴ ἐπιτρεπομένης, ὡπωσδήποτε, τῆς μεταθιβάσεως αὐτῶν εἰς τρίτους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου. Τὰ ἄνω μνημονευόμενα ἀνταλλακτικά, ἐργαλεῖα, κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ προμήθειαι θὰ χρησιμοποιοῦνται ἐντὸς τῆς περιορισμένης περιοχῆς τοῦ οἰκείου ἀερολιμένος, πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν ἀεροσκαφῶν, ἐπιβατῶν καὶ φορτίου. Ἐν τούτοις, ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως ἢ προσγειώσεως εἰς ἀεροδρόμιον ἐναλλαγῆς τὰ ἄνω μνημονευόμενα ὕλικά θὰ μεταφέρονται εἰς τὸ σημεῖον ἐνθα εὐρίσκειται τὸ ἀεροσκάφος.

4. Τὰ μνημονευόμενα ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ὕλικά καὶ ἀντικείμενα καθ' ὃν χρόνον εὐρίσκονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ τηροῦνται ὑπὸ τελωνειακῆν ἐπίβλεψιν.

Ἄρθρον IX.

1. Πᾶν ἀεροσκάφος χρησιμοποιούμενον ὑπὸ τῶν ὀρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ δρομολογούμενον ἐπὶ τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν θὰ φέρῃ τὰ οἰκεία σήματα ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεώς του, καὶ θὰ φέρῃ μεθ' αὐτοῦ τὰ ἀκόλουθα ἐπίσημα ἐγγράφα:

- α) Τὸ πιστοποιητικὸν νηολογήσεώς του.
- β) Τὸ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητός του.
- γ) Τὰς κεκανονισμένας ἐπαγγελματικὰς ἀδείας ἢ πτυχία δι' ἕκαστον μέλος τοῦ πληρώματος.
- δ) Τὸ ἡμερολόγιον πτήσεώς του ἢ πᾶν ἕτερον ἐγγράφον ἀντικαθιστὸν τοῦτο.
- ε) Τὴν ἀδειαν ἐγκαταστάσεως ραδιοπομποῦ ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους.
- στ) Κατάλογον μεταφερομένων ἐπιβατῶν.
- ζ) Ἐὰν μεταφέρῃ φορτίον, δηλωτικὸν καὶ λεπτομερῆ περιγραφή τοῦ φορτίου.
- η) Ἐὰν μεταφέρῃ εἰδικὰς κατηγορίας φορτίου, τὰς ἀναγκαῖας ἀδείας πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν.

2. Πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, πιστοποιητικὰ ἰκανότητος καὶ ἐπαγγελματικὰ ἀδείαι ἐκδοθεῖσαι ἢ ἀναγνωρισθεῖσαι ὑπὸ τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀναγνωρίζονται ὡς ἰσχύουσαι καὶ ὑπὸ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀλλὰ ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλλάσσεται τοῦ δικαιώματος ὅπως, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐκτελέσεως πτήσεων ἄνωθεν τοῦ ἐδάφους του, ἀρνήται τὴν ἀναγνώρισίν τῶν ἐπαγγελματικῶν ἀδειῶν τῶν χορηγηθεισῶν ὑπὸ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους εἰς οἰαδήποτε πρόσωπα θεωρούμενα, ὡς ὑπήκοοι αὐτοῦ, κατὰ τὴν ἐθνικὴν του νομοθεσίαν.

Ἄρθρον X.

1. Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οἱ ἀφορῶντες τὴν εἴσοδον, παραμονὴν καὶ ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους του, ἀεροσκαφῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνή ἀεροναυτιλίαν ἢ οἱ ἀφορῶντες τὴν ἐκμετάλλευσιν, ναυτιλίαν καὶ συμπεριφορὰν τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν καθ' ὃν χρόνον ταῦτα εὐρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφός του, θὰ ἐφαρμόζωνται ὡσαύτως ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὀρισθείσης ἀεροπορικῆς ἐπι-

χειρήσεως του έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους. Οί κανονισμοί και αί διαδικασίαι οί άφορώντες τήν άσφάλειαν και διεξαγωγήν τών πτήσεων, οί τιθέμενοι υπό του ένός Συμβαλλομένου Μέρους επί τών άεροσκαφών του έτέρου Μέρους, θά είναι οί αύτοι πρός τους όμοιομόρφως εφαρμοζόμενους επί τών ιδίων του άεροσκαφών και επί τών διεθνών άεροπορικών μεταφορών έν γένει και δέν θά διαφέρουν ούσιωδώς τών άρχών τών έν ισχύϊ διεθνών Συμβάσεων.

2. Έπιβάται, πληρώματα και άποστολείς έμπορευμάτων ως και πών τρίτον πρόσωπον ένεργόν έξ όνόματος και διά λογαριασμόν τών άποστολέων, δέον επί του έδάφους έκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους νά συμμορφούνται πρός τους νόμους και κανονισμούς τους διέποντας τήν είσοδον, παραμονήν και έξοδον έπιβατών, πληρωμάτων και φορτίου. Τά ως άνω θά εφαρμοζονται ίδια επί τών διατάξεων τών άφορωσών κανονισμούς είσαγωγής, έξαγωγής, μεταναστεύσεως, ως και τελωνειακούς, ύγειονομικούς και συναλλαγματικούς κανονισμούς.

Άρθρον XI.

Έν περιπτώσει αναγκαστικής προσγειώσεως, βλάβης ή θραύσεως έπισυμβάσης είς άεροσκάφος του ένός Συμβαλλομένου Μέρους, επί του έδάφους του έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τó Μέρος επί του έδάφους του όποιου τó ως άνω μνημονευθέν άτύχημα έλαβε χώραν, θά είδοποιήση περί τούτου άμέσως τó έτερον Συμβαλλόμενον Μέρος και θά λάβη τά κατάλληλα μέτρα πρός τόν σκοπόν διερευνήσεως τών αίτιών του άτυχήματος και, τή αίτήσσει του έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, θά έπιτρέψη είς τους έκπροσώπους του Συμβαλλομένου τούτου Μέρους, τήν έλευθέρην είσοδον είς τó έδαφος του, ίνα παραστούν ως παρατηρητάί είς τήν επί του άτυχήματος έρευναν. Θά λάβη ώσαύτως άμεσα μέτρα πρός τόν σκοπόν παροχής βοήθειας είς τó πλήρωμα και τους έπιβάτας οίτινες ύπήρξαν θύματα του άτυχήματος τούτου και θά διασφαλίση τó επί του άεροσκάφους τούτου εύρισκόμενον ταχυδρομείον, άποσκευάς και φορτίον. Τó διεξάγον τήν έρευναν Συμβαλλόμενον Μέρος θά ανακοινώση τά εκ ταύτης πορίσματα είς τó έτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, και εάν τó Συμβαλλόμενον τούτο Μέρος έκφράση τήν έπιθυμίαν θά διαβιβάση είς τó τελευταίον τούτο αντίγραφον ολοκλήρου του έντύπου ύλικού επί τής έρεύνης.

Άρθρον XII.

1. Έν πνεύματι στενής συνεργασίας αί Άεροπορικά Άρχαί άμφοτέρων τών Συμβαλλομένων Μερών θά συσκέπτονται άπό καιρού είς καιρόν πρός τόν σκοπόν έξασφαλίσεως τής εφαρμογής και τής ίκανοποιητικής έκπληρώσεως τών άρχών τών διεσιζόμενων έν τή παρούση Συμφωνία και τώ Παραρτήματι αύτής.

2. Πάσα διαφωνία άφορώσα είς τήν έρμηνείαν ή εφαρμογήν τής παρούσης Συμφωνίας ή του Παραρτήματος αύτής θά διευθετηται δι' άπ' εύθείας διαπραγματεύσεων μεταξύ τών Άεροπορικών Άρχών τών δύο Συμβαλλομένων Μερών εάν αί προαναφερθείσαι Άρχαί δέν δυνήθουν νά καταλήξουν είς συμφωνίαν ή διαφωνίαν θά διευθετηται διά τής διπλωματικής όδου.

Άρθρον XIII.

1. Έάν εκάτερον τών Συμβαλλομένων Μερών ήθελεν κρίνει έπιθυμητήν τήν τροποποίησιν οίιασδήποτε διατάξεως τής παρούσης Συμφωνίας, ή τοιαύτη τροποποίησις, έφ' όσον συμφωνηθή μεταξύ τών Συμβαλλομένων Μερών, θά τεθῆ έν ισχύϊ άμα τή έπιβεβαιώσει διά τής άνταλλαγής διακοινώσεων.

2. Τó Παράρτημα τής παρούσης Συμφωνίας δύναται νά τροποποιηθῆ διά συμφωνίας μεταξύ τών Άεροπορικών Άρχών τών Συμβαλλομένων Μερών. Τροποποιήσεις συμφωνηθείσαι ούτω θά τίθενται έν ισχύϊ άπό κοινοού καθοριζόμενης υπό τών Άεροπορικών Άρχών τής ήμερομηνίας και θά έπιβεβαιούνται διά τής άνταλλαγής διακοινώσεων.

Άρθρον XIV.

Η παρούσα Συμφωνία θά καταχωρισθῆ παρά τή Γραμματεία τών Ένωμένων Έθνών, συμφώνως πρός τó Άρθρον 102 του Κιταστατικού Χάρτου.

Άρθρον XV.

1. Η παρούσα Συμφωνία θά τεθῆ έν ισχύϊ προσωρινώς άπό τής ήμερομηνίας ύπογραφής τής.

2. Αυτή θά κυρωθῆ συμφώνως πρός τας συνταγματικάς άπαιτήσεις εκάστου Συμβαλλομένου Μέρους και θά τεθῆ ό-

ριστικώς έν ισχύϊ άπό τής ήμερομηνίας τής άνταλλαγής τών όργάνων επικυρώσεως, ήτις θά λάβη χώραν έν Βουδαπέστη.

3. Η παρούσα Συμφωνία δύναται νά καταγγελθῆ ύφ' εκάτέρου Συμβαλλομένου Μέρους και θά λήξη έξ μήνας μετά τήν ήμερομηνίαν λήψεως υπό του έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τής γνωστοποίησεως τής καταγγελίας ταύτης.

Είς πίστωση τών άνωτέρω οί ύπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δέοντως έξουσιοδοτημένοι πρός τόν σκοπόν τούτον ύπέγραψαν τήν παρούσαν Συμφωνίαν.

Έγένετο έν Αθήναις τήν 27ην Απριλίου 1963, είς δύο πρωτότυπα, είς τήν Άγγλικήν γλώσσαν, εκάστου τούτων έχοντος τήν αύτην άυθεντικότητα.

Διά τήν Βασιλικήν Δια τήν Κυβέρνησιν τής Ούγγρικής
Έλληνικήν Κυβέρνησιν Λαϊκής Δημοκρατίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΟΥΚΑΣ ΦΕΡΕΝΚ ΜΑΓΙΟΡΟΣ

ANNEX

Article I.

The airline designated by the Kingdom of Greece shall be entitled to embark and disembark, in international traffic, passengers, cargo and mail on the following routes :

Athens-Budapest and beyond on two routes fo be specified later, under an understanding to be reached between the respective aeronautical authorities, on the reciprocity basis, with the frequency specified in article II of this Annex.

Article II.

The airline designated by the Hungarian People's Republic shall be entitled to embark and disembark, in international traffic, passengers, cargo and mail on the following routes :

(a) Budapest -Athens-Cairo-and]or Khartoum-and]or Addis Ababa in both directions, up to two times a week.

(b) Budapest -Athens-Beirut -and]or Damascus 'and]or Baghdad in both directions up to two times a week.

Article III.

The designated airline of either Contracting Party, in addition to the rights under article I and II of the present Annex, shall have the right to overfly, without landing, and to land for non-commercial purposes in the territory of the other Contracting Party, with a frequency of services up to two times a week for the overflight without landing, in both directions, and two times a week for the landing without commercial purposes, in both directions. The points of the routes followed by the flights in conformity with the present article will be agreed between the aeronautical authorities.

Article IV.

In any case the airline designated by either Contracting Party shall not have the right to perform flights for remuneration between points situated on the territory of the other Contracting Party (Cabotage).

Article V.

The transportation of mail by the designated airlines on the agreed services shall be effected according to the provisions of the Universal Postal Convention as it is at each time in force.

Article VI.

Non-scheduled services performed by the designated airlines shall be subject to a previous special authorization. Requests for such authorizations shall be submitted by the interested airline directly to the aeronautical authority of the other Contracting Party at least two (2) full work days ahead of time.

Article VII.

Handling and servicing of aircraft and passengers of the airlines designated by either Contracting Party on the territory of the other Contracting Party shall be entrusted to and exercised by the designated airline of the second Contracting Party.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Άρθρον Ι.

Ἡ ὑπὸ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὀρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἐταιρεία θὰ δικαιούται νὰ ἐπιβιβάσῃ καὶ ἀποβιβάσῃ εἰς διεθνή κίνησιν ἐπιβάτας, φορτίον καὶ ταχυδρομείον ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν διαδρομῶν:

Ἀθῆναι - Βουδαπέστη καὶ πέραν ἐπὶ δύο διαδρομῶν, καθορισθησομένων μεταγενέστερος, κατόπιν συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος, ὑπὸ τὴν ἐν ἄρθρῳ II τοῦ παρόντος Παραρτήματος καθοριζομένην συχνότητα.

Άρθρον II.

Ἡ ὑπὸ τῆς Λαϊκῆς Οὐγγρικῆς Δημοκρατίας ὀρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἐταιρεία θὰ δικαιούται νὰ ἐπιβιβάσῃ καὶ ἀποβιβάσῃ, εἰς διεθνή κίνησιν ἐπιβάτας, φορτίον καὶ ταχυδρομείον ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν διαδρομῶν:

α) Βουδαπέστη - Ἀθῆναι - Κάϊρον καὶ ἡ Χαροῦμ, καὶ ἡ Ἀδδὶς Ἀμπέμπα κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, μέχρι δύο φορές καθ' ἑβδομάδα.

β) Βουδαπέστη - Ἀθῆναι - Βηρυττός - καὶ ἡ Δαμασκός - καὶ ἡ Βαγδάτη κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, μέχρι δύο φορές καθ' ἑβδομάδα.

Άρθρον III.

Ἡ ὑφ' ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὀρισθεῖσα ἀεροπορικὴ ἐταιρεία, ἐπιπροσθέτως τῶν ἐν ἄρθροις I καὶ II τοῦ παρόντος Παραρτήματος δικαιωμάτων, θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα τῆς ὑπερπτήσεως ἄνευ προσγειώσεως, ὡς καὶ προσγειώσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ μὲ συχνότητα δρομολογίων διὰ τὰς ὑπερπτήσεις ἄνευ προσγειώσεως, μέχρι δύο φορές καθ' ἑβδομάδα, κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις καὶ δύο φορές καθ' ἑβδομάδα, κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, διὰ τὰς προσγειώσεις δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοποὺς.

Τὰ ἀκολουθητέα σημεῖα τῶν διαδρομῶν τῶν κατὰ τὸ παρὸν ἄρθρον δρομολογίων, θέλουσι συμφωνηθῆ μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν.

Άρθρον IV.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ ὑφ' ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὀρισθεῖσα ἀεροπορικὴ ἐταιρεία δὲν θὰ δικαιούται νὰ πραγματοποιῆ πτήσεις ἐπ' ἀμοιβῆ μεταξὺ σημείων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἔδαφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους (CABCTAGE).

Άρθρον V.

Ἡ ὑπὸ τῶν ὀρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐταιρειῶν μεταφορὰ ταχυδρομείου ἐπὶ τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν θὰ πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως ὡς ἐκαστοτε αὕτη ἰσχύει.

Άρθρον VI.

Μὴ τακτικὰ δρομολόγια ἐκτελούμενα ὑπὸ τῶν ὀρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐταιρειῶν θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν προηγουμένην εἰδικὴν ἐγκρίσιν. Αἰτήσεις διὰ τοιαύτας ἐγκρίσεις θὰ ὑποβάλλονται, ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀεροπορικῆς ἐταιρείας, ἀπ' εὐθείας πρὸς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τοῦλάχιστον δύο (2) πλήρεις ἐργασίμους ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πτήσεως.

Άρθρον VII.

Ἡ τεχνικὴ ἐξυπηρέτησις τῶν ἀεροσκαφῶν καὶ ἡ διευκόλυνσις τῶν ἐπιβατῶν, τῶν ὑφ' ἐκατέρου Μέρους ὀρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐταιρειῶν, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀνατίθεται εἰς καὶ θὰ παρέχεται ὑπὸ τῆς ὀρισθείσης ἀεροπορικῆς ἐταιρείας τοῦ δευτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

UNDERSTANDING

Between the aeronautical authorities of the Kingdom of Greece and the aeronautical authorities of the Hungarian People's Republic in pursuance of article III of the Annex to the Agreement on Civil Aviation signed in Athens on the 27th of April 1963, regarding the specification of the Hungarian routes for overflights and landings for non-commercial purposes in the territory of Greece.

1. The airline to be designated by the Hungarian People's Republic will be entitled to operate, under ar-

ticle III of the Annex to the Agreement on Civil Aviation, on the following agreed routes:

(a) Routes on which the airline designated by the Hungarian people's Republic will enjoy first freedom rights only:

i. Budapest - Istanbul or Ankara and further to Djakarta, in both directions, via intermediate points of landing to be specified later as provided in article III of the said Annex.

ii. Budapest-Tel Aviv, in both directions.

(b) Routes on which the airline designated by the Hungarian People's Republic will enjoy second freedom rights only:

i. Budapest- Athens- Tunis, in both directions as provided in article III of the said Annex.

ii. Budapest-Athens-Libya, in both directions, as provided in article III of the said Annex.

2. The airline to be designated by the Kingdom of Greece will be entitled to operate, under article III of the Annex to the Agreement on Civil Aviation, on respective routes to be specified later as provided by the above mentioned article III.

Athens, the 27th April 1963

For the Hellenic Aeronautical Authorities
GEORGE DOUKAS

For the Hungarian Aeronautical Authorities
FERENC MAJOROS

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον III τοῦ Παραρτήματος τῆς ἐν Ἀθήναις υπογραφείσης τὴν 27ην Ἀπριλίου 1963 Συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἀφορῶσα τὸν καθορισμὸν τῶν Οὐγγρικῶν διαδρομῶν δι' ὑπερπτήσεις καὶ προσγειώσεις δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ἑλλάδος.

1. Ἡ ὑπὸ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὀρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἐταιρεία θὰ δικαιούται νὰ ἐκτελῇ δρομολόγια, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον III τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν συμφωνηθεισῶν διαδρομῶν:

α) Διαδρομαὶ ἐφ' ὧν ἡ ὑπὸ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὀρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἐταιρεία θὰ ἀπολαμβάνη δικαιωμάτων 1ης ἐλευθερίας μόνον.

i. Βουδαπέστη—Κων(πολις) ἡ Ἀγκυρα καὶ πέραν πρὸς Τζακάρτα, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, μέσω ἐνδιάμεσων σημείων προσγειώσεως, καθορισθησομένων μεταγενέστερον, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ III τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος.

ii. Βουδαπέστη—Τελ Ἀβιβ πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

Διαδρομαὶ ἐφ' ὧν ἡ ὑπὸ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὀρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἐταιρεία θὰ ἀπολαμβάνη δικαιωμάτων 2ας Ἐλευθερίας μόνον:

i. Βουδαπέστη—Ἀθῆναι—Τύνις, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ III τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος.

ii. Βουδαπέστη—Ἀθῆναι—Λιβύη, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ III τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος.

2. Ἡ ὑπὸ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὀρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἐταιρεία θὰ δικαιούται νὰ ἐκτελῇ δρομολόγια, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον III τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, εἰς ἀντιστοίχους διαδρομὰς καθορισθησομένας μεταγενέστερον, ὡς προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἄνω μνημονευθέντος ἄρθρου III.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ἀπριλίου 1963

Διὰ τὰς Ἑλληνικὰς
Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΟΥΚΑΣ

Διὰ τὰς Οὐγγρικὰς
Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς
FERENC MAJOROS

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

B. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 656

Περί τροποποιήσεως του από 2 Μαΐου 1959 Β. Δ)τος «περί καταργήσεως του Ταμείου Προνοίας και Άρωγής Υπαλλήλων τέως Ταμείων Ήφείδρων Πολεμιστών Κρήτης (Φ.Ε.Κ. 98 Α)1959)».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Έχοντες υπ' όψιν:

1) Τήν παράγραφον 3 του άρθρου 13 του Νόμου 3194) 1955 «περί τροποποιήσεως και συμπληρώσεως της περί Ταμείων Ήφείδρων Πολεμιστών Κρήτης κειμένης νομοθεσίας κ.λ.π.», ως έτροποποιήθη διά του άρθρου 7 του Νόμου 3679) 1957 και του άρθρου 33 του Ν. Δ)τος 3784) 1957.

2) Τήν υπ' αριθ. 212638)9.11.61 (Φ.Ε.Κ. 409 Β 11. 11.61 απόφαση) του Υπουργού Γεωργίας περί μεταβιβάσεως αρμοδιοτήτων αυτού εις τόν Υφυπουργόν Γεωργίας, και

3) Τήν υπ' αριθ. 578)1964 γνωμοδότησιν του Συμβουλίου της Έπικρατείας, προτάσει του Ημετέρου επί της Γεωργίας Υφυπουργού, άπεφασίσταμεν και διατάσσομεν:

Άρθρον μόνον.

Ρύθμισις θεμάτων συμμετοχής εις Ταμείον Άρωγής Υπουργείου Γεωργίας.

Η παράγραφος 4 του άρθρου μόνου του από 2 Μαΐου 1959 Β. Δ)τος «περί καταργήσεως του Ταμείου Προνοίας και Άρωγής Υπαλλήλων τέως Ταμείων Ήφείδρων Πολεμιστών Κρήτης κτλ.» (Φ.Ε.Κ. 98 Α')1959), αντικαθίσταται ούτω:

«4. Ομοίως και το Ταμείον Άρωγής Υπαλλήλων Υπουργείου Γεωργίας, διά του περιερχομένου εις τούτο κατά την παράγραφον 1 ποσού τακτοποιεί, δι' άποφάσεώς του, τας

μερίδας των έντασσομένων διά τó χρονικόν διάστημα από της 28 Ιουνίου 1954 χρονολογίας έναρξεως λειτουργίας του Ταμείου τούτου, μέχρι της 30 Νοεμβρίου 1957, χρονολογίας μονιμοποιήσεώς των, του χρονικού τούτου διαστήματος θεωρουμένου ως χρόνου πραγματικής ασφαλίσσεως εις αυτό. Επίσης, τó αυτό Ταμείον πιστώνει και τας μερίδας των, κατά την κατωτέρω παρ. 6, δύο υπαλλήλων της Έπιθεωρήσεως τέως Ταμείων Ήφείδρων Πολεμιστών Κρήτης διά των ποσών, τά όποια κατέβαλον ούτοι, ως εισφοράς, υπέρ του καταργουμένου Ταμείου Προνοίας και Άρωγής Υπαλλήλων Ταμείων Ήφείδρων Πολεμιστών Κρήτης διά τó αυτό ως άνω χρονικόν διάστημα, καθ' ό ούτοι κατέβαλον παραλλήλως και τας κεκατονισμένας εισφοράς υπέρ του Ταμείου Άρωγής Υπαλλήλων Υπουργείου Γεωργίας.

Η πίστωση αύτη των μερίδων των δύο υπαλλήλων τούτων, της Έπιθεωρήσεως τέως Ταμείων Ήφείδρων Πολεμιστών Κρήτης, ενεργείται επί σκοπώ άποσβέσεως διά συμψηφισμού ίσου ποσού χρέους προς τó όφειλόμενον υπ' αυτών εις τó Ταμείον Άρωγής Υπαλλήλων Υπουργείου Γεωργίας ποσόν δι' άναγνώρισιν πλασματικού χρόνου ασφαλίσσεως εκ της προς της συστάσεως του Ταμείου τούτου προϋπηρεσίας των κατά τας διατάξεις του άρθρου 7 παρ. 3 του από 13)22. 10.56 Β. Δ)τος περί τροποποιήσεως και συμπληρώσεως των από 23)28.6.54 κ.τ.λ. Β. Δ)των περί ίδρύσεως Ταμείου Άρωγής Υπαλλήλων αρμοδιότητος Υπουργείου Γεωργίας κ.τ.λ. (259 Α)1956).

Τυχόν άπομένον πιστωτικόν υπόλοιπον άποτελεϊ πόρον του τελευταίου τούτου Ταμείου».

Εις τόν αυτόν επί της Γεωργίας Υφυπουργόν, ανατίθεμεν τήν δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος.

Έν Αθήναις τή 17 Οκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

B.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
N. ΜΑΛΙΑΚΑΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

*Από 1 Ιανουαρίου 1960 ή έτησια συνδρομή τής Έφημερίδος τής Κυβερνήσεως, ή τιμή τών τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς και τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν και Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης και τῷ Παραρτήματι τής Έφημερίδος τής Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	400
2. » » » Β'.....	»	250
3. » » » Γ'.....	»	200
4. » » » Δ'.....	»	400
5. » » Παράρτημα.....	»	200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν....	»	500
7. » » τεύχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.....	»	300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς και Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας.....	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα και τὰ Δελτία.....	»	2.000

Οἱ Δήμοι και αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ἐπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'.....	»	12,50
3. » » » Γ'.....	»	10.—
4. » » » Δ'.....	»	20.—
5. » » Παράρτημα.....	»	10.—
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν....	»	25.—
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λπ.».....	»	15.—
8. » » Δελτίον Ἐμπ. και Βιομ. Ἰδιοκτησίας.....	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων και ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

.. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν και Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν		
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων.....	Δραχ	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν....	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων και προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς και τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.....	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939.....	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς και τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων.....	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπους ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν.....	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	5.000

Β' Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν.....	Δραχ.	500
2. Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν....	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων και προσκλήσεων.....	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν.....	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων.....	»	500

ΓΙ Εἰς τὸ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων και λοιπῶν δημοσιεύσεων.....	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν υδάτων....	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν και Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 ο/ο

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ και τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλωνται και εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν και τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μετὰ εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ἐπιβληθέντα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν και τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ & α.
ΔΙΟΝ. Γ. ΛΟΓΑΡΑΣ